

Brochure n° 3005-II

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers
(4^e édition. – Mars 2003)

ACCORD « SALAIRES » DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2004
(ILE-DE-FRANCE)

NOR : *ASET0550075M*
IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Ile-de-France ;

La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,
pour la section travaux publics,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT,

D'autre part,

en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minima du personnel, relevant de la convention collective nationale précitée, employé dans les entreprises adhérant :

- aux organisations syndicales patronales affiliées à la fédération régionale des travaux publics, région Ile-de-France (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Essonne, Val-d'Oise, Yvelines et Seine-et-Marne) ;

- et à la fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics pour la section travaux publics et pour les mêmes départements.

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2005, dans toutes les entreprises de travaux publics, quelle que soit la durée du temps de travail pratiquée, les salaires minima sont annuels et calculés sur la base de 35 heures.

Pour l'année 2005 et pour l'ensemble des départements, ils sont fixés à :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE de point	SALAIRE MINIMAL annuel
I	1	100	154,70	15 470,00
	2	110	144,00	15 840,00
II	1	125	132,48	16 560,00
	2	140	132,50	18 550,00
III	1	150	132,33	19 850,00
	2	165	132,42	21 850,00
IV	–	180	132,55	23 860,00

Article 3

Les parties signataires conviennent de se rencontrer au plus tard dans le courant du dernier trimestre 2005.

Article 4

Le texte du présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, conformément aux dispositions du code du travail.

Les parties signataires en demanderont l'extension au ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2004.

(Suivent les signatures.)